



**HAL**  
open science

## **L' Amérique latine face à l'histoire: Le 60e anniversaire de la révolution nationale bolivienne: ces fantômes qui hantent Evo Morales...**

Lorenza Belinda Fontana

### ► **To cite this version:**

Lorenza Belinda Fontana. L' Amérique latine face à l'histoire: Le 60e anniversaire de la révolution nationale bolivienne: ces fantômes qui hantent Evo Morales.... Les Études du CERI, 2012, n° 189-190, pp.21 - 25. hal-04574875

**HAL Id: hal-04574875**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04574875>**

Submitted on 14 May 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Deuxième partie

## **L'Amérique latine face à l'histoire**

## **Le 60<sup>e</sup> anniversaire de la révolution nationale bolivienne : ces fantômes qui hantent Evo Morales...**

**Lorenza Belinda Fontana**

Le 9 avril 2012, face à une poignée de militants rassemblés sur la place Murillo, le cœur politique de la ville de La Paz, munis de drapeaux roses et reprenant en chœur « viva Paz Estenssoro ! », Johnny Torres, chef du Mouvement nationaliste révolutionnaire (Movimiento Nacionalista Revolucionario, MNR), a prononcé un discours commémorant le 60<sup>e</sup> anniversaire de la révolution nationale de 1952. En tentant d'établir une relation de continuité avec cette période fondamentale de l'histoire contemporaine bolivienne, oubliée avec ténacité par le discours politique dominant, le dirigeant a insisté sur la dette que le processus politique actuel – dont le point culminant a été l'accession à la présidence de la République d'Evo Morales en décembre 2005 – aurait envers le passé nationaliste révolutionnaire et ses héros. Puis il a pointé du doigt le palais présidentiel, le siège du gouvernement bolivien où étaient logés, selon lui, les « ennemis du MNR », ceux qui « veulent enterrer le mouvement nationaliste ».

Si le discours de Torres accuse quelques relents de propagande, il parvient néanmoins à interroger un parallèle historique stratégiquement oublié par le nouveau parti au pouvoir, un parallèle peu exploré par la littérature académique comme par la prose journalistique. Les « noces de diamant » de la révolution nationale sont une occasion de réfléchir sur un événement qui a marqué l'histoire bolivienne du xx<sup>e</sup> siècle, à la lumière d'un nouveau tournant – la victoire du Mouvement vers le socialisme (Movimiento al Socialismo, MAS) il y a tout juste sept ans – volontiers défini par ses protagonistes comme « révolutionnaire ». En dehors de ce mot généralement surexploité en Amérique latine, qu'ont en commun la révolution nationale de 1952 et la « révolution démocratique et culturelle » inaugurée en 2005 ? Et pourquoi existe-t-il une apparente réticence à inclure ce précédent historique dans le panthéon de la mémoire politique de la nouvelle gauche bolivienne ?

### **DE LA RÉVOLUTION NATIONALISTE À LA « RÉVOLUTION CULTURELLE »**

Le 9 avril 1952, c'est avec le soutien de la police, des syndicats de mineurs et des milices ouvrières que le MNR prend le contrôle de la capitale politique de la Bolivie, inaugurant ainsi l'une des plus importantes révolutions nationalistes du xx<sup>e</sup> siècle en Amérique latine. En un peu plus d'un an, le nouveau régime dirigé par Hernán Siles Zuazo, puis par Victor Paz Estenssoro, procède à la nationalisation des mines, à la proclamation de la réforme agraire et à la réorganisation du mouvement populaire sous l'égide d'une structure syndicale dotée d'une représentation nationale et inaugurant des canaux de participation politique inédits<sup>1</sup>.

Cependant, la vague révolutionnaire perd rapidement son élan et moins d'une décennie plus tard, la coalition au pouvoir entre dans une crise profonde qui plonge ses racines dans les luttes intestines entre deux ailes : d'un côté, une « gauche syndicale » soutenue par la Centrale ouvrière bolivienne (Central Obrera Boliviana, COB) et son leader Juan Lechín, et de l'autre, les conservateurs qui se fieront à l'armée pour « contenir » la croissance des syndicats au sein du MNR<sup>2</sup>. Cette crise constituera

---

<sup>1</sup> Pour une analyse détaillée de cette période, voir entre autres : H. S. Klein, *Orígenes de la Revolución Nacional boliviana* (3<sup>e</sup> ed.), La Paz, Juventud, 1995 ; J. Dunkerley, *Rebelión en las venas*, La Paz, Plural, 2003 [1987] ; A.A.VV., « Tenemos pechos de bronce... pero no sabemos nada », Memoria de la Conferencia internacional « Revoluciones del siglo XX. Homenaje a los 50 años de la Revolución Boliviana », La Paz, PNUD/FES-ILDIS/ASDI/Plural, 2003.

<sup>2</sup> F. Molina, *Evo Morales y el retorno de la izquierda nacionalista*, La Paz, Eureka, 2006.

la principale justification du coup d'État du général Barrientos en 1964, qui marque la prise de contrôle de la vie politique par les forces armées et inaugure une longue période d'instabilité politique et de violence jusqu'au retour à la démocratie en 1982. Si le pays se libère alors de la pression autoritaire, il demeure néanmoins dans une situation économique alarmante avec des niveaux d'hyperinflation vertigineux et une énorme dette publique. Pour contenir la crise, le gouvernement du MNR, de retour au pouvoir avec la victoire électorale de Paz Estenssoro en 1985, met en œuvre un cycle de réformes néolibérales en parfaite harmonie avec le consensus de Washington.

Au cours des 15 années suivantes, l'alternance des partis au pouvoir sera une simple façade cachant un système d'accords interpartisans connu sous le nom de « démocratie pactée ». Cet équilibre explose au début des années 2000 en raison des soubresauts générés par une série de manifestations contre les politiques de privatisation du gouvernement, politiques dont l'intransigeance et la violence leur valent d'être rebaptisées « guerres » (la « guerre de l'eau » à Cochabamba en 2000, puis la « guerre du gaz » à El Alto en 2003).

Cette dernière vague de mobilisations dégénère en une crise politique d'une telle ampleur qu'elle conduit en octobre 2003 à la chute du gouvernement de Gonzalo Sanchez de Lozada, un homme de l'establishment néolibéral du MNR. Cette période caractérisée par une absence de leadership ouvre une fenêtre d'opportunité au MAS, un mouvement qui émerge progressivement au niveau national à partir des années 1990. Son leader, Evo Morales, un paysan cocallero d'origine aymara, gagne les élections en 2005 avec 53,7 % des voix – un soutien sans précédent dans l'histoire bolivienne qui marque le début d'une « révolution démocratique et culturelle » sous la direction d'une coalition de forces populaires.

## ENTRE TENSIONS HISTORIQUES ET AMBIVALENCES DISCURSIVES

Bien que le discours officiel tende à le sous-estimer, l'héritage historique et sociologique de l'époque révolutionnaire a conditionné l'actuel processus de transition politique. L'un des principaux éléments de continuité réside dans la tentative de mise en place d'un projet national-populaire à travers l'articulation de plusieurs éléments : l'idée de « nation plébéienne », la défense du territoire et de la souveraineté (avec une attention particulière portée aux ressources naturelles) et un fort sentiment anti-impérialiste.

Cependant, les deux cycles nationalistes sont basés sur des références idéologiques, des prescriptions normatives et des coalitions de forces très différentes. Contrairement à l'expérience précédente, le nouveau nationalisme du MAS ne s'articule pas autour des militaires ou des classes moyennes urbaines, mais trouve son principal soutien dans les masses indigènes et paysannes, regroupées sous la conduite d'Evo Morales<sup>3</sup>. Ce bloc, arrivé au pouvoir non plus par l'action révolutionnaire mais par le verdict des urnes, est porteur de revendications anciennes et nouvelles : la nationalisation des ressources naturelles, mais aussi l'autonomie territoriale et certains droits fondés sur une appartenance ethno-culturelle.

Sur le premier point, l'agenda du MAS fait écho aux vieilles consignes du nationalisme révolutionnaire, en voyant dans la nationalisation le seul moyen de contenir l'éternel saccage des ressources naturelles du pays. En fait, la réaction nationaliste contre ce « pillage » a constitué et reste la tendance centripète la plus importante dans l'histoire bolivienne. La révolution de 1952 comme le gouvernement du MAS s'inscrivent dans cette tradition et ce gouvernement la conjuguent avec un repli vers l'intérieur, vers les origines, idéalisant par là même les cultures précolombiennes autochtones<sup>4</sup>. Toutefois, c'est avec le nouveau nationalisme indien de Morales que ce processus de repli identitaire – dont le protagoniste

---

<sup>3</sup> L. Fontana, « Evo-Totem: Liderazgo y poder en el proceso de cambio boliviano », *Inter Relações*, n°34, août 2011.

<sup>4</sup> F. Molina, *Evo Morales y el retorno de la izquierda nacionalista*, *op. cit.*

est un « indien moral » considéré comme intrinsèquement capable de respecter et de vivre en harmonie avec la nature – a trouvé une sorte d'avènement.

Pour comprendre l'ampleur de ce processus, il faut prendre en compte le poids des transformations induites, au niveau international, par le discours scientifique relatif au « changement climatique » et à son origine anthropocentrique, ainsi que par une nouvelle sensibilité écologique, souvent dotée de dimensions culturalistes et identitaires (ethno-développement). Ainsi est né, sous l'impulsion du ministre des Affaires étrangères David Choquehuanca, un courant de pensée en tension avec les tendances ouvertement productivistes qui sévissent au sein du gouvernement. Il défend une vision spécifiquement andine du monde, un système d'organisation sociale inspiré des communautés indigènes et la prétendue capacité des peuples indiens à vivre en harmonie avec la nature.

Ce courant idéologique n'est qu'une composante du « plurinationalisme néo-indigéniste » – fortement inspiré par la doctrine multiculturelle et les mouvements sociaux des années 1990 – qui, s'il est une partie intégrante du projet politique du MAS, est cependant dominé par un nationalisme étatiste et développementaliste<sup>5</sup>. Ainsi, les idées de nation homogène et l'assimilationnisme hérités de l'époque révolutionnaire ont été définitivement abandonnés pour faire place à un processus d'ethnisation dans lequel l'indien – aujourd'hui converti en « indigène autochtone paysan » (*indígena originario campesino*) – n'est plus synonyme de domination et d'infériorité mais une source importante de capital politique<sup>6</sup>. En ce sens, les syndicats paysans et les mouvements indigènes entrent dans une nouvelle époque d'essor politique, mais aussi dans une phase de concurrence pour le contrôle des espaces symboliques et pour le monopole d'une chimérique authenticité identitaire<sup>7</sup>.

Sans aucun doute, la comparaison entre ces deux moments politiques est complexe et loin d'être linéaire. Cependant, au-delà des parallèles historiques, le silence des dirigeants du MAS sur la révolution de 1952 ne cesse de surprendre, comme si cet événement n'avait pas marqué un précédent important et n'était pas de nature à intégrer le panthéon de la mémoire politique nationale. Ce constat peut faire l'objet d'explications de différents ordres. D'une part, le fait qu'un mouvement politique construise sa mythologie en fonction de sa propre idéologie et se dote d'objectifs propres de transformation de l'ontologie sociale est un phénomène structurel et finalement peu surprenant. Contrairement aux historiens, les politiques ne se soucient pas de construire un récit cohérent, fondé sur des sources fiables, mais ils « manipulent » l'histoire afin de générer des récits qui servent leurs intérêts. En d'autres termes, le révisionnisme historique est non seulement omniprésent, mais il est un facteur constitutif de tout projet politique. En ce sens, les intellectuels liés au MAS semblent appliquer un critère sélectif qui privilège une « mémoire longue » et une « mémoire courte », oubliant le niveau intermédiaire. Autrement dit, son récit mythologique est construit à partir des rébellions indigènes de l'époque coloniale et des conflits populaires des années 2000, alors que la révolution nationale reste en arrière-plan. La victoire du MAS découle d'un passé millénaire qui semble flotter dans un vide temporel.

Cet écart narratif qui éloigne les deux « révolutions » ne dépend pas seulement d'une relecture historique partiellement arbitraire des nouveaux dirigeants ; il est en grande partie influencé par la trajectoire prise par le MNR. En effet, l'histoire récente du parti est marquée par de forts éléments d'ambiguïté, d'alliances improbables et par un manque substantiel de cohérence idéologique et d'identité politique. L'extrême-onction du projet révolutionnaire nationaliste est venue de la main même du *caudillo* qui l'avait amené au succès, Paz Estenssoro, qui, tenté par le néolibéralisme, a lié le sort du parti à cette doctrine économique. Alors que le MNR a miraculeusement survécu au discrédit, à la défaite électorale et aux violents conflits sociaux de la dernière décennie, il ne semble pas encore tout à fait capable de renaître de ses cendres et de trouver un nouveau souffle.

---

<sup>5</sup> F. Mayorga, *Nacionalismo e indigenismo en el MAS: los desafíos de la articulación hegemónica*, El Alto, Centro de Promoción de la Mujer Gregoria Apaza, 2006.

<sup>6</sup> P. Stefanoni, « Las nuevas fronteras de la democracia en Bolivia », *Nómadas*, n°22, avril 2005, pp. 265-278.

<sup>7</sup> L. Fontana, D. Spati, « Identità Indotte: l'uso politico del riconoscimento in Bolivia », *Studi Culturali*, vol. 9, n°10, 2012, pp. 175-200.

## EVO MORALES ET SES FANTÔMES

La lutte pour l'élaboration et l'imposition d'un nouveau projet politique génère toujours une mystique, une mythologie, une série de héros, des martyrs et des rituels. Cette dynamique n'est ni automatique ni neutre, mais constitue une partie importante du processus de construction et d'action de n'importe quel sujet collectif. Pour cela, les personnages qui composent le panthéon de la mémoire historique d'un mouvement, d'un parti, d'une lutte révolutionnaire ou d'un virage réactionnaire, sont autant d'indices importants pour la compréhension des acteurs du présent. Pour paraphraser un dicton populaire, « dis-moi qui sont les fantômes qui te hantent et je te dirai qui tu es ».

Certains auteurs dénoncent les omissions d'une mémoire officielle qui a relégué l'époque révolutionnaire aux oubliettes de l'histoire, et accusent le gouvernement d'« amnésie extrême » et de « révisionnisme a-historique »<sup>8</sup>. Cependant, d'un point de vue analytique, cela peut bien être considéré comme une décision délibérée d'articulation d'une identité propre à partir de la construction d'une certaine histoire, par le biais d'une définition exclusive et partielle. En d'autres termes, au lieu de juger, on peut étudier le rapport du MAS avec l'histoire bolivienne pour comprendre l'ontologie politique même du mouvement. Il est donc intéressant de noter qui sont les fantômes dans le discours du MAS, ces personnages du passé avec lesquels les dirigeants politiques du présent construisent un dialogue imaginaire, en les choisissant comme leurs propres ancêtres idéologiques. Ce sont les *caudillos* aymaras du XVII<sup>e</sup> siècle, en particulier Túpac Katari et sa femme Bartolina Sisa<sup>9</sup> ; ce sont les patriotes des luttes pour l'émancipation du début du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>10</sup> ; ce sont les héros des guerres territoriales (du Pacifique et du Chaco<sup>11</sup>) ; c'est Che Guevara, martyr sur le sol bolivien et icône universelle de la gauche radicale et révolutionnaire<sup>12</sup> ; pour les secteurs intellectuels, ce sont les Jacobins et Robespierre, ou le Marx latino-américaniste et soi-disant communautariste des lettres à Vera Zasulich<sup>13</sup>. Enfin, il y a les exclus, ceux avec qui l'on ne doit pas parler : Víctor Paz Estenssoro, Hernán Siles, Juan Lechín et les autres dirigeants de la révolution de 1952. Les fantômes qui hantent Evo Morales, et qui sont aujourd'hui (provisoirement) oubliés par la mémoire politique dominante.

---

<sup>8</sup> A. Soliz Rada, « La Revolución del 52 y los Pachamamicos », *Patria Grande*, n°49, avril 2012.

<sup>9</sup> Voir E. Morales, *Discurso de investidura*, Tiahuanaco, 21 janvier 2006 (<http://discursosparalahistoria.wordpress.com/2010/03/16/evo-morales-discurso-de-investidura/>), consulté le 7/11/2012).

<sup>10</sup> Comme par exemple Juana Azurduy de Padilla. Le gouvernement Morales a baptisé de ce nom un de ses programmes de transfert conditionné en faveur des femmes enceintes.

<sup>11</sup> Un autre programme pour les enfants porte le nom de l'un des enfants héros de la guerre du Pacifique, Juancito Pinto, alors que le décret de nationalisation des hydrocarbures est intitulé « aux héros du Chaco ».

<sup>12</sup> E. Morales, *Discurso de investidura*, *op. cit.*

<sup>13</sup> Ces références se trouvent principalement dans le discours du vice-président bolivien Alvaro Garcia Linera, qui a déclaré dans une célèbre interview : « Je me considère comme l'un des derniers Jacobins de la Révolution française et je vois Evo comme Robespierre » (M. Ibaibarriaga, « Que Bolivia tenga la mayoría de acciones de Repsol garantiza su seguridad jurídica », *LaFogata.org*, 29 mars 2006). Par ailleurs, on retrouve dans certains de ses écrits une sorte de dialogue imaginaire avec un Marx préoccupé par le sous-continent et par le sort de son « prolétariat » autochtone (P. Stefanoni, F. Ramírez, M. Svampa, *Las vías de la emancipación*, Mexico, Ocean Sur, 2009).